

LES VOIES DE L'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE DANS LE MONDE MALAYOPHONE

Par **Jérôme Samuel**, Maître de conférences, Centre Asie du Sud-Est, Institut national des langues et civilisations orientales, Paris • jeromesamuel@free.fr

RÉSUMÉ La Malayophonie, ou espace malayophone, couvre l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, le Brunei, la Thaïlande (extrême sud) et le Timor oriental, le malais n'y étant langue nationale et officielle que dans les quatre premiers. Cette situation s'enracine dans une réalité véhiculaire multiséculaire. Tous ces États, dont les sociétés sont plurilingues, ont développé des politiques très variées, qui reflètent la diversité des situations et des passés historiques sur lesquels chaque État indépendant a développé son propre récit et sa propre idéologie. Malayophonie désigne aussi une réalité institutionnelle dont le fruit le plus remarquable est l'adoption d'une orthographe commune (1972). On peut cependant s'interroger sur son avenir, tant divergent les situations et les objectifs (en termes de politique linguistique) des États membres.

ABSTRACT The French term of "Malayophonie" – or world of Malay speakers – covers Indonesia, Malaysia, Singapore, Brunei, Thailand (southernmost areas) and Timor Leste, with Malay (and Indonesian) constituting national and official languages in only the first four countries. This situation is rooted in an age-old lingua franca reality. All these states, whose societies are multilingual, have developed highly diverse policies, which reflect the diversity of situations, both past and present, in which each independent state developed its own narrative and its own ideology. The "Malayophonie" also refers to an institutional reality whose most remarkable outcome has been the adoption of a common spelling system (1972). However, the future of this reality is not without raising some questions, considering the considerable divergences that exist between the situations and objectives (in terms of language policy) of the member states.

Pour citer cet article : Samuel, J. (2010). « Les voies de l'aménagement linguistique dans le monde malayophone », *Télescope*, vol. 16, n° 3, p. 135-155.

L'espace malayophone couvre aujourd'hui l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, le Brunei, la Thaïlande (extrême sud) et le Timor oriental¹. Malayophone renvoie à « malais » (*Melayu*) que j'emploie pour désigner, sans distinction, les standards et les dialectes vivant dans l'ensemble considéré : indonésien et malaisien pour les premiers, malais caractérisés géographiquement pour les seconds (malais de Kelantan, brunéien, jakartanais, etc.), qui sont généralement de simples vernaculaires.

Le plurilinguisme est la situation commune en Asie du Sud-Est et dans les États malayophones. Dans l'ensemble géolinguistique constitué par les quatre États qui font d'un malais la ou l'une des langues nationales ou officielles, relevons deux points. Le malais n'est pas le vernaculaire le plus répandu (il s'agit du javanais) et son prestige n'éclipse pas celui des langues étrangères (anglais, arabe, mandarin) ni, localement, celui de certaines langues régionales. Ces malais vernaculaires

¹ Où l'indonésien a été imposé comme langue nationale et officielle, dans l'administration et dans l'enseignement, entre 1974 et 1998. Je laisse de côté les communautés malayophones résiduelles ou très isolées et minoritaires de Sri Lanka, des Pays-Bas et des îles Cocos (Australie).

sont parlés sur la péninsule malaise jusqu'à Patani, la côte orientale de Sumatra et l'archipel Riau, la plupart des côtes de Bornéo et un grand nombre de points dans l'archipel : régions de Jakarta, de Kupang (Timor occidental), de Manado (Célèbes nord), îles Bacan et Ambon (Moluques), etc. Ainsi répandu, le malais connaît une variation dialectale si forte, qu'elle peut entraver l'intercompréhension.

Cet ensemble linguistique et culturel est ancien : ses premiers linéaments se dessinent dès les VII^e-VIII^e siècles. Mais son extension et la diffusion du malais dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est comme langue du commerce, de la diplomatie et de la religion sont indissociables de l'islamisation du monde malais et de cette « ère du commerce » (Reid, 1986-1988), qui commencent début XIV^e pour l'une et un siècle plus tard pour l'autre. Très rapidement, à la diversification géolinguistique vient s'ajouter une diversification linguistique et fonctionnelle entre les vernaculaires locaux (malais génétiques par rapport aux malais issus de pidgins créolisés), une langue de prestige (palatine, diplomatique, religieuse et littéraire : le malais classique) et un véhiculaire, malais simplifié, lui aussi sujet à la variation géographique.

La colonisation a certes bousculé les positions du malais, mais on n'a pas vraiment cherché à lui substituer l'anglais ou le néerlandais, bien qu'il n'ait jamais eu sa place là où intervenaient majoritairement des Européens : la haute administration, le monde des affaires et l'enseignement pour ses filières destiné aux élites indigènes. Le malais est donc resté un véhiculaire d'importance majeure. Par ailleurs, dans les établissements britanniques comme aux Indes néerlandaises, des chercheurs, souvent administrateurs coloniaux ou missionnaires, ont multiplié les travaux historiques, ethnographiques, philologiques ou linguistiques. S'appropriant le passé et la langue des populations colonisées, ils ont participé à la constitution des futures identités nationales, produit et diffusé des normes linguistiques desquelles les standards actuels sont issus.

Dans les pages qui suivent, j'aborderai successivement les quatre États concernés (la Malaisie, Singapour, le Brunei et l'Indonésie) : présentation succincte des situations linguistiques, puis des politiques, leurs fondements idéologiques ou historiques, selon le cas, et les actions menées, avant un rapide exposé sur la Malayophonie en tant qu'ensemble politique et institutionnel.

■ LA MALAISIE

Ancienne colonie britannique indépendante depuis 1957, la Fédération de Malaisie présente un haut degré de diversité et une potentielle ligne de rupture, car un tiers de la population actuelle (28,3 millions d'habitants – Department of Statistics Malaysia, 2010) descend d'immigrants installés dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La question ethno-linguistique, les conflits qu'elle a suscités et les réponses apportées expliquent les hésitations, voire les incohérences, de la politique linguistique malaisienne.

La situation et les statuts

Le nombre de langues parlées en Malaisie serait de 142². Celles des populations autochtones appartiennent majoritairement à la famille austronésienne (langues malayo-polynésiennes occidentales) et, très marginalement, à la famille austroasiatique (langues môn-khmer des populations dites *Orang Asli*). Tant du point de vue numérique que du prestige, les standard et dialectes malais surpassent de loin toutes ces langues. Les descendants de migrants, quant à eux, utilisent comme vernaculaire surtout des langues chinoises et d'Asie du Sud.

La Constitution malaisienne ne reconnaît qu'une langue, le malais. Au lendemain de l'indépendance, cette langue dans sa forme standard était peu employée hors de l'administration indigène, les élites malaises étant formées en Grande-Bretagne, d'où le maintien de l'anglais comme seconde langue officielle pendant une période de dix ans, et plus longtemps encore dans le système judiciaire³.

Une société divisée

C'est surtout l'héritage britannique qui contribue à complexifier la situation malaisienne, tant les catégories juridiques issues d'une vision racialisée de la société coloniale que la situation démographique créée par la politique migratoire. En effet, dès le début du XX^e siècle, la situation économique et sociale des Malais (élites exclues) et le choix du régime de l'administration indirecte avaient conduit les Britanniques à assurer la position politique des dirigeants malais et à prendre des mesures de « protection » à l'égard des populations malaises. Aujourd'hui, on distingue juridiquement les communautés suivantes :

Catégorie	Communauté (langue)	%
Bumiputra	Malais (malais)	54,0
	Non Malais : <i>Orang Asli</i> de la péninsule (batek, semai, temuan, etc.) Autochones du Sabah; du Sarawak (iban, bidayuh, malanau; dusun, tausug, etc.)	11,8
Non Bumiputra	Chinois (hokkien, hakka, cantonais, etc.)	25,0
	Indiens (tamoul, telugu, malayalam, etc.)	7,5
	Autres	1,7

Deux dénominations appellent une explication. Les *Bumiputra* (« fils du sol ») auxquels la Constitution de 1957 reconnaît une « position particulière » (art. 152) et parmi lesquels la Constitution cite nommément les « Malais ». Ceux-ci sont également définis

² Sauf mention contraire, les valeurs concernant les langues données dans cet article sont prises à Grimes (2009), malgré les réserves qu'on peut formuler sur son recensement.

³ Devant les tribunaux l'anglais n'a été abandonné qu'en 1981. Une phase transitoire était également prévue pour le Sabah et le Sarawak entrés dans la Fédération en 1963 et passés au monolinguisme officiel en 1973 et en 1985 respectivement.

dans ce texte par la pratique de l'islam, par l'usage du malais comme vernaculaire et par l'observance du droit coutumier malais (art. 160). Bien qu'établissant une ligne de démarcation entre *Bumiputra* et descendants d'immigrants « chinois » ou « indiens »⁴, la Constitution n'en affirme pas moins l'égalité de tous devant la loi et le refus de toute discrimination (art. 8).

Si le cadre conceptuel gouvernant les rapports intercommunautaires et les choix linguistiques est le fruit de la présence britannique, il faut rappeler un événement fondateur et structurant pour la politique menée depuis ces quarante dernières années : les émeutes communautaires de mai 1969. Au lendemain de ces heurts sanglants, un certain nombre de décisions intéressant aussi la question linguistique ont été prises : malayisation de l'enseignement (1970); interdiction de tout débat public sur les catégories communautaires et sur la langue nationale (amendement constitutionnel, 10 mars 1971); mise en place d'une politique de discrimination positive en faveur des Malais en matière éducative, administrative et économique, dans le cadre de la New Economic Policy lancée en 1971, quoique fondée sur une situation bien antérieure. Malgré les critiques portant aussi bien sur le principe que sur les résultats, malgré certains doutes du premier ministre Mahathir Mohamad (1981-2003), cette politique discriminatoire reste largement inchangée et sa révision délicate sur le plan politique. Il faut cependant souligner qu'à la différence de l'Indonésie, l'emploi des langues étrangères implantées en Malaisie n'a jamais connu de restriction.

Compte tenu des enjeux linguistiques pour le groupe malais, il n'est pas étonnant que l'agence linguistique malaisienne créée en 1956 Dewan Bahasa dan Pustaka (Conseil de la langue et de la littérature) ait longtemps bénéficié de moyens importants, de compétences larges et joui d'un statut autonome.

Quelle politique pour l'école?

L'apparition d'un système scolaire en Malaisie britannique a été tardive, la première école normale n'ayant ouvert qu'en 1922. Ce système proposait des filières distinctes : vernaculaires (malais, tamoul, chinois⁵) et anglophone. Seule cette dernière dépassait le cadre communautaire, mais 85 % des élèves y étaient chinois (Omar, 2007, p. 343).

À la veille de l'indépendance, le choix d'une malayisation de l'enseignement (rapport du Razak Committee, 1956) a été clairement fait, mais l'existence de filières monolingues n'a pas été immédiatement remise en cause. Jusqu'en 1981, ont coexisté la filière nationale (malayophone) et des filières anglophone, sino-phonie et tamoulophone, tandis que commençait une timide malayisation de l'université. Ce système restait donc essentiellement monolingue, communautaire

⁴ Et ce, alors que certains « Chinois » descendent d'immigrants de si longue date (la communauté de Malaka remonte au XV^e siècle) qu'ils parlent un créole de malais (*Baba Malay*).

⁵ Seules les deux premières bénéficiaient du soutien public. Les écoles chinoises, envers lesquelles les Britanniques ne se sentaient aucune obligation à cause du caractère spontané de la migration chinoise, étaient financées par les communautés (Omar, 2007, p. 342).

et en défaveur des écoles malayophones du point de vue de la qualité de l'enseignement. À partir de 1971, le malais a alors progressivement remplacé l'anglais dans les écoles anglophones, processus achevé en 1982, sans que rien ne change pour les écoles primaires « vernaculaires » (tamoul et chinois), la question étant trop sensible. Ce choix n'a pas réglé la question pour autant. Il n'a été réellement bien admis que par les Malais. Par ailleurs, le recul de l'anglais dans le système secondaire s'est traduit par un recul des compétences en anglais affectant plus spécialement les élèves malais (Canagarajah, 2005). Cela n'a pas laissé d'inquiéter les dirigeants malaisiens, attentifs à l'exemple singapourien et convaincus que la pleine insertion de la Malaisie dans un monde globalisé et anglicisé était indispensable à l'avenir du pays.

La question a donc été à nouveau âprement débattue au cours de la décennie passée, le gouvernement Mahathir ayant décidé en juillet 2002 la complète anglicisation des matières scientifiques pour tous les niveaux du primaire et du secondaire, avec un début d'application dès janvier 2003⁶ et un achèvement programmé pour 2012. Certes, l'université avait montré la voie dès 1995, non sans difficulté, les étudiants malais n'ayant souvent pas le niveau d'anglais requis. Mais pour l'école, les protestations ont été nombreuses et si les écoles chinoises ont rapidement obtenu l'autorisation d'un enseignement bilingue, anglais-mandarin, ce n'est qu'en 2009 que les forces combinées des pédagogues et des intellectuels, surtout malais, ont obtenu le retour à un enseignement monolingue en malais pour les écoles publiques et en chinois ou en tamoul pour les écoles « vernaculaires », l'anglais y redevenant, comme précédemment, une simple matière.

Dans un autre domaine, les choix successifs de la dénomination de la langue nationale après 1957 – il s'est toujours agi du même idiome – sont plus révélateurs encore des ambiguïtés et des interrogations qui grèvent la question linguistique. La Constitution retient le seul terme de *bahasa Melayu* (langue malaise), mais *Melayu* désigne un groupe ethnolinguistique qui n'est qu'une des composantes, certes la première, de la nation malaisienne. Au lendemain des émeutes de mai 1969, par souci d'apaisement le premier ministre Tunku Abdul Rahman avait choisi d'employer *bahasa Malaysia* (langue de la Malaisie) et cet usage de prévaloir pendant dix-huit ans. Mais en 1986, Anwar Ibrahim alors ministre de l'Éducation et vice-premier ministre décide de reprendre le terme *Melayu* dans l'enseignement, ce qui revient à l'imposer partout. Nouveau revirement une vingtaine d'années plus tard (juin 2007) : le vice-premier ministre Najib Razak annonce la décision gouvernementale du retour à la dénomination véritablement nationale de *bahasa Malaysia*.

Le monolingisme introuvable

Au-delà de la volonté du retour à l'anglais (mise en œuvre en 1995 et 2002), qui est principalement imposée par le premier ministre Mahathir, les hésitations dans le domaine de l'éducation sont révélatrices des contradictions

⁶ Système dit PPSMI (*Pengajaran dan Pembelajaran Sains dan Matematika dalam Bahasa Inggris* : « enseignement et apprentissage des sciences et mathématiques en anglais »).

dans lesquelles évoluent les dirigeants malaisiens, pris entre leur perception des impératifs du monde contemporain et des choix linguistiques identitaires complexes. Quant à la dénomination de la langue nationale (avec les critiques de tous bords qu'elle suscite), elle illustre la difficulté du consensus, non seulement sur le nom de la langue nationale, mais sur le choix de cette langue et, finalement, sur la définition même de l'identité nationale malaisienne.

■ SINGAPOUR

La cité-État est indépendante depuis 1959, mais on peut dire qu'elle est réellement née en 1965 après une difficile tentative d'union avec la Fédération de Malaisie (1963-1965), échec qu'expliquent en partie des divergences sur la question des relations intercommunautaires. Dès 1956, les futurs dirigeants de Singapour, en particulier Lee Kuan Yew (premier ministre de 1959 à 1990), avaient cependant posé les principes d'une politique linguistique volontariste placée sous le sceau d'un multilinguisme régulé, ce à quoi s'ajoutera une volonté d'égalité entre les communautés. Cette politique et ses mises en œuvre ont suscité une abondante littérature sociolinguistique.

La situation et les statuts

La population de Singapour, nationaux résidents et étrangers résidents permanents dans les statistiques de référence (3,8 millions d'habitants – Singapore Statistics, juin 2010), est plurilingue et pluriethnique et répartie en quatre communautés (*races*) :

Chinois	Malais	Indiens	Others ⁷
74,2 %	13,4 %	9,2 %	3,2 %

Cette répartition, très stable dans le temps, a une part d'artifice. Certes, elle tient compte des étrangers résidents permanents, mais la plupart des communautés ci-dessus sont loin d'être homogènes, tant linguistiquement qu'ethniquement. Parmi les Chinois, les locuteurs de mandarin en langue maternelle restent aujourd'hui minoritaires et l'on trouve différentes langues de Chine du Sud (hokkien, teochew, cantonais, hakka...) communément qualifiées de « dialectes⁸ » et entre lesquelles il n'y a pas d'intercompréhension. Il en va de même pour les « Indiens », Singapouriens originaires d'Inde du Sud, même si les Tamouls, seuls Indiens dont la langue apparaît dans l'affichage public officiel, y sont effectivement majoritaires. Les Malais forment une communauté plus homogène, mais tous les malayophones ne sont pas Malais, comme les Baba Malay, bien que leur créole malais soit en voie de disparition. Le groupe *Others*, sans existence ethnique propre ni identité reconnue,

⁷ « Autres ». Ici comme à propos des *mother tongues* (« langues maternelles »), j'use du seul terme employé en contexte singapourien.

⁸ Par commodité je retiens ce terme, désormais noté sans guillemets.

désigne les Eurasiens, or ces derniers n'ont jamais tous eu l'anglais comme langue maternelle.

On compte vingt langues à Singapour. Dès 1965, quatre ont accédé au statut de langue officielle, soit « la » langue de chacune des communautés : malais, mandarin, tamoul, qualifiées de *mother tongues*, ainsi que l'anglais, langue commune, ethniquement neutre. Néanmoins, seul le malais a le statut de langue nationale et jouit d'une primauté – certes toute symbolique – pour des raisons tant historiques que géopolitiques (voir l'Independence Act, Rappa et Wee, 2006, p. 82). Signalons d'emblée que pour ces quatre langues, la forme reconnue, enseignée et promue est une exonyme⁹.

Le multilinguisme qui sous-tend la politique linguistique singapourienne prend sa source dans une double conviction. La première, qu'il est indispensable de traiter avec le même respect les trois communautés qui constituent la population de Singapour¹⁰. La seconde, que des fonctions différentes doivent être affectées aux langues reconnues. L'anglais est d'abord l'instrument de la modernité, du progrès, et donc condition de la survie économique de la cité-État; ambivalent, il est aussi potentiellement dangereux, véhiculant la décadence et la corruption morale qui minent l'Occident. Face à cela, les *mother tongues* servent alors d'« ancre » ou de « ballast » culturel, celui des valeurs asiatiques (Rappa et Wee, 2006, p. 97; Wee, 2006, p. 348).

Les *mother tongues* remplissent également une seconde fonction, celle de marqueur communautaire, qui résulte d'une entreprise d'iconicisation des groupes ethniques, où chacune de ces langues représente un trait essentiel et inaliénable (dont la religion, le costume traditionnel, etc.) de la communauté à laquelle elle est assignée (Wee, 2006, p. 349). À cet égard, le choix du terme pour les désigner n'est pas neutre. Associant langue, filiation et communauté, il considère la *mother tongue* comme un trait culturel transmis (PuruShotam, 1997, p. 49), nullement laissé au libre choix de chacun. On voit les possibles conflits entre une telle assignation et l'hétérogénéité linguistique de fait des communautés ou le choix de stratégies linguistiques individuelles imprévues.

La gestion du multilinguisme : l'éducation et les campagnes linguistiques

L'anglais étant la langue commune, celle du gouvernement et la principale langue de l'espace public, c'est dans le système éducatif qu'a véritablement pris chair le bilinguisme singapourien. Mais l'État, résolument prescriptif en la matière, cherche aussi à modeler les usages au sein de la société, du moins pour les langues porteuses des principaux enjeux, le mandarin et l'anglais.

Dans le domaine éducatif, le multilinguisme communautaire a la forme d'un bilinguisme obligatoire et discriminant. Le principe du bilinguisme scolaire avec

⁹ Même pour la plus indigène d'entre elles, le malais, la norme adoptée étant celle du malais de Malaisie.

¹⁰ Aucune existence linguistique propre n'est reconnue au groupe *Others*.

prédominance de l'anglais plutôt que du chinois a été posé dès 1956 (*All Party Report on Chinese Education*), et la mise en place de l'actuel système dit des « classes de niveau » (*streaming schools*) a pris plus de deux décennies. Depuis 1981, l'anglais sert de langue d'enseignement, tandis que les *mother tongues* sont enseignées en seconde langue. Or – et cela traduit l'importance politique accordée à la question linguistique – dans ce système fondé sur la performance, la sélection repose en grande partie sur les prestations en langue.

Si le bilinguisme éducatif garantit aux communautés non sinophones que le mandarin ne saurait devenir la langue commune, son application n'est pas exempte de difficultés. Sans revenir sur ce principe, cela a conduit à son aménagement, tant du point de vue des formes de la sélection, du contenu des programmes que de l'éventail des langues éligibles¹¹. Il en va de même s'agissant des compétences des élèves en *mother tongues*, altérées par l'emploi systématisé de l'anglais à l'école et dans la sphère publique. Entre 1985 et 2004, la proportion d'étudiants chinois usant de l'anglais à la maison a presque triplé (Wee, 2006, p. 355) et on a observé parallèlement un recul des compétences en mandarin. Il a fallu donc assouplir le principe du bilinguisme complet et ne plus l'exiger que d'une minorité (10 % de la population étudiante), élite de la jeunesse : le recul qualitatif du bilinguisme l'ancre plus fermement encore dans le principe de distinction scolaire et sociale.

Lancée en 1979 par le premier ministre, la *Speak Mandarin Campaign* avait été conçue comme le moyen de renforcer la cohésion, au moins linguistique, de la communauté chinoise et comme une réponse complémentaire à l'impératif de la promotion des valeurs asiatiques. On peut y ajouter des considérations éducatives, puisque le bilinguisme scolaire anglais-mandarin imposait aux jeunes chinois non mandarinophones un trilinguisme de fait qui leur était préjudiciable. Tant l'espace public, les mondes éducatif, professionnel et médiatique¹², que l'espace privé étaient donc visés par une campagne très vigoureuse et omniprésente. À partir de 1985, l'intérêt des échanges commerciaux avec la Chine populaire est venu s'ajouter aux arguments en faveur du mandarin.

L'effet principal de cette campagne a été l'effondrement, certes espéré, de dialectes chinois constamment dénigrés : triplement en pourcentage des foyers chinois usant principalement du mandarin et recul de plus de moitié de ceux qui emploient un dialecte (Rappa et Wee, 2006, p. 85). Mais il faut souligner d'autres effets, moins attendus. D'une part, le mandarin ne s'est pas entièrement substitué aux dialectes, dont certaines fonctions dans l'espace privé ont été reprises par l'anglais (Kaplan et Baldauf, 2003, p. 132). D'autre part, l'argument économique a suscité hors de la communauté chinoise le désir de voir les enfants accéder au mandarin en seconde langue scolaire (donc en lieu et place de leur *mother tongue*), désir auquel les soubassements idéologiques de l'aménagement linguistique singapourien ne permettent guère de répondre positivement. Cet argument, laissant

¹¹ Depuis 1989 certaines langues de l'Inde sont enseignées au secondaire, mais toutes les écoles n'offrent pas ce choix.

¹² Avec doublage obligatoire en mandarin des films d'expression cantonnaise.

entendre une certaine supériorité du mandarin sur les autres langues maternelles, plaçait aussi ses promoteurs en porte-à-faux vis-à-vis du principe d'égalité entre les langues, le malais et le tamoul n'offrant pas de perspectives économiques comparables. Enfin, non seulement l'essor du mandarin introduit une rupture générationnelle entre les anciens (non mandarinophones) et les jeunes chinois, mais il nourrit la frustration des tenants d'une identité chinoise *régionale* qui s'exprime à travers l'emploi de dialectes (Rappa et Wee, 2006, p. 93-94).

La seconde grande campagne linguistique est celle du *Speak Good English Movement*, engagée en 2000 pour répondre aux inquiétudes gouvernementales à l'égard de la popularité croissante du *singlish* ou anglais singapourien. Comme précédemment, il s'agit d'une campagne visant à l'élimination d'un idiome plutôt qu'à la seule promotion d'un autre, en l'occurrence l'anglais standard. Ici encore, sont évoqués des arguments économiques dans un monde globalisé (rester ouverts et compétitifs, maintenir l'intercompréhension avec l'extérieur), ainsi que celui de responsabilisation sociale (ne pas laisser croire aux lettrés en seul *singlish* que la maîtrise de cette variante leur suffit). Une fois de plus, le gouvernement se heurte à des réticences, quoique moindres, le *singlish* restant une variante peu prestigieuse, venues de ceux qui défendent une identité linguistique singapourienne et soutiennent que la coexistence des deux variantes est possible (Rappa et Wee, 2006, p. 95-96).

Les limites du bilinguisme singapourien?

La volonté multiculturaliste et multilingue de l'État, sous la forme d'un bilinguisme imposé à tous les citoyens, s'est ancrée dans la réalité sociolinguistique singapourienne. Pourtant, le gouvernement ne maîtrise pas toutes les dynamiques et s'il s'efforce d'agir sur elles, faisant preuve d'une grande capacité d'ajustement, il est possible qu'à l'avenir certaines évolutions lui échappent.

La principale est celle qui touche l'usage de l'anglais, dont l'attractivité semble croître au détriment des *mother tongues*¹³, ce à quoi il faut ajouter la popularité du *singlish*, susceptible de générer une situation de diglossie. Or l'anglais pourrait remettre en cause le principe du bilinguisme. Nous avons vu que la baisse constatée des performances scolaires dans les *mother tongues* avait conduit le gouvernement à certains ajustements sur le plan éducatif. Mais comment prendre en compte les individus et surtout les foyers – puisque le bilinguisme affecte au premier chef les enfants en âge scolaire et leurs parents – qui échappent aux frontières communautaires et linguistiques? L'anglais n'étant ni reconnu ni reconnaissable comme *mother tongue*, tous ceux qui en font la langue principale de leur foyer (*Others*, couples mixtes, Indiens non tamoulophones qui optent pour la langue commune) se trouvent dans un ailleurs linguistique qui peine à trouver sa place dans la cité-État.

¹³ Rappelons que l'usage de l'anglais au foyer et le niveau des revenus sont étroitement corrélés (Foley, 2006, p. 53, chiffres de 1992; Saravanan, 2002, p. 132, enquête de 1999).

■ LE BRUNEI

Avec 406 000 habitants en 2009 (Brunei Economic Development Board, 2010), le Brunei est le plus jeune des États malayophones, puisque cet ancien protectorat britannique n'a recouvré sa pleine indépendance qu'en 1984. C'est aussi le plus petit, mais on y observe un haut degré de diversité ethnolinguistique, où l'on distingue officiellement les groupes « malais » (74 %), « chinois » (16 %) et « autres » (10 %) (Organisation mondiale de la Santé, 2004)¹⁴. Le Brunei est enfin une curiosité : État pétrolier et monarchie absolue, c'est le seul survivant indépendant d'un modèle étatique né au XIV^e siècle, le sultanat malais.

La situation et les statuts

S'agissant du malais, on compte pas moins de six dialectes et parlers, parmi lesquels prédominent le brunéien (*Melayu Brunei*) et le malais standard. Il faut y ajouter quelques langues bornéennes (20,5 % de locuteurs), les « chinois », principalement de Chine méridionale (11,5 % de locuteurs) et l'anglais, ce qui totalise quinze langues. Deux langues méritent une attention particulière : l'anglais et le brunéien. Le brunéien, principal vernaculaire de Brunei, est aussi un marqueur identitaire plus prégnant et plus prestigieux que le malais standard¹⁵, d'où son emploi préférentiel dans la plupart des situations. Il se développe aux dépens de tous les autres vernaculaires (Martin, Ozóg et Poedjoesoedarmo, 1996; Martin, 2002, p. 181). Autrefois langue des élites, l'anglais gagne du terrain auprès des Malais, qui en usent comme d'un marqueur social, avec une forte alternance de code brunéien-anglais (Ozóg, 1996, p. 179-182; Gunn, 1997, p. 189-190). C'est aussi, devant le mandarin, la langue pour laquelle optent les Chinois quand ils abandonnent leur vernaculaire (Dunseath, 1996, p. 286).

La présence malaise est ancienne au Brunei, mais avant le XIX^e siècle les Brunéiens, même les élites, se définissaient avant tout par leur identité malaise locale, Malais de Brunei. Depuis 1959, la catégorie « malais » a progressivement pris le sens juridique d'autochtone de religion musulmane¹⁶. Malgré cela, la malayité est l'un des piliers de l'idéologie officielle depuis 1984, *Islam Melayu Beraja*. Dans cette « royauté malaise islamique », « malais » réfère à une identité supranationale dont le centre pourrait se situer ailleurs dans le monde insulindien; l'islam a vocation à devenir la religion de tous; et la royauté brunéienne est finalement le principal fondement de l'État brunéien¹⁷ (Reid, 2006, p. 22-23).

Dans ce cadre, le malais standard, qui est le même qu'en Malaisie, fait fonction de langue officielle (Constitution de 1959). Les activités linguistiques dépendent

¹⁴ Pour des valeurs très détaillées issues du recensement de 1991, voir Martin, 2002.

¹⁵ Ce qui semble être un renversement de la situation prévalant avant les années 1960 (Martin, 1996, p. 33).

¹⁶ Quoique les personnes catégorisées comme malaises ne soient pas toutes musulmanes, chose impossible en Malaisie.

¹⁷ D'ailleurs, l'islam, comme la tradition malaise, insiste sur la nécessaire soumission des sujets envers leur souverain.

d'un organisme *ad hoc* pour les aspects touchant à la recherche et à la promotion linguistique et littéraire (Dewan Bahasa dan Puskata Brunei « Conseil de la langue et de la littérature de Brunei »), du premier ministre pour la promotion de l'alphabet arabico-malais (*jawi*) et du Bureau de la loi coutumière d'État pour l'emploi de la langue palatine (Gunn, 1997, p. 180-183). Cependant, l'usage de l'anglais est bien plus répandu dans l'administration, les entreprises publiques et l'enseignement qu'il ne l'est en Malaisie.

Les politiques : de l'entre-soi à l'ouverture

La mise en place d'un système éducatif indigène malayophone est très tardive au Brunei : elle date de 1914, les premières écoles anglophones, réservées à l'élite, n'ayant ouvert qu'en 1930. Un système dual (filières anglophone et malayophone séparées) a longtemps prévalu, et ce, malgré le statut du malais après 1959 et la proposition d'une complète malayisation en 1972. Finalement, en 1985 le Brunei a opté pour un bilinguisme séquentiel, avec passage progressif du malais vers l'anglais. Au primaire, c'est l'éducation malayophone qui prime avec enseignement de l'anglais (5-8 ans), puis équilibre anglais-malais standard (9-11 ans); au secondaire, l'équilibre est d'abord légèrement modifié au profit de l'anglais (12-14 ans) avant de laisser la place à un enseignement anglophone, avec le malais standard comme matière (17-18 ans). À tous les niveaux, le malais standard sert généralement de véhicule pour les matières facultatives (Jones, 1996, p. 125-130).

Cette politique a suscité peu de rejets : l'anglais est devenu théoriquement accessible à tous et le sort fait au malais laisse indifférent dans une société médiocrement malayisée. Usant volontiers du brunéien avec leurs élèves, les enseignants pratiquent un trilinguisme de fait.

L'État intervient également dans le domaine de la promotion des marqueurs linguistiques de statut. Les niveaux de langue sont communs en Asie du Sud-Est, de même que les registres palatins, mais on les considère le plus souvent comme des survivances. Il en va autrement de la *Bahasa Dalem* ou « langue [malaise] palatine », qui fait partie intégrante de l'idéologie nationale brunéienne. Outre sa dimension identitaire et l'exaltation de la monarchie, elle contribue à renforcer le respect des hiérarchies sociales¹⁸. Il n'est donc pas étonnant de constater son développement depuis une cinquantaine d'années (Chuchu, 1996, p. 90 et 100).

D'apparentes contradictions

L'identité malaise (linguistique, culturelle), tardive et périphérique, est moins indispensable à la monarchie absolue brunéienne que le principe monarchique lui-même. Cela explique que l'accent mis sur le malais standard dans le discours idéologique ne se traduit pas par une position dominante dans le système scolaire et encore moins dans les échanges, même officiels. À cette langue au prestige trop

¹⁸ Au Brunei (comme en Malaisie), le souverain (le gouvernement) distribue titres et rangs aux bons serviteurs de l'État.

distant, destinée à nourrir le seul discours idéologique, on préfère le brunéien, langue de l'élite et dialecte national *de facto* (Martin, 2002, p. 181), et l'anglais, langue de la modernité et du monde extérieur.

■ L'INDONÉSIE¹⁹

L'Indonésie est à la fois la principale nation malayophone, le plus grand pays d'Asie du Sud-Est et l'un des pays dont la diversité linguistique est la plus élevée au monde : 721 langues pour les 234,2 millions d'habitants (Badan Pusat Statistik, 2010, p. 30) de l'archipel. Le malais – aujourd'hui standardisé sous le nom d'indonésien – y est employé comme le principal véhiculaire depuis plus de 500 ans, mais à la fin des années 1930, il était probablement parlé par moins de 5 % de la population (Moeliono, 1985, p. 44). Cette situation, l'adoption de l'indonésien comme langue nationale et officielle en 1945 et le succès de sa diffusion ont conduit Joshua Fishman à parler de « miracle » à son sujet (Fishman, 1978, p. 338).

Le champ des études sur les politiques linguistiques s'est constitué au cours des années 1960 en partie autour de Fishman et a pris l'exemple indonésien comme un cas d'école. En effet, dans la typologie établie par Fishman, l'Indonésie relevait plutôt d'une situation à l'indienne, où la compétition entre plusieurs langues de grande tradition (ici : javanais, malais, soundanais, balinaï, minangkabau, bugis, etc.) aurait dû mener à un bilinguisme combinant des langues officielles régionales et un véhiculaire étranger comme langue officielle nationale (Garcia et Schiffman, 2006, p. 38). Or quelques décennies plus tard, il apparaissait qu'aucune langue d'Indonésie n'avait été en mesure de concurrencer l'indonésien et que même les mouvements régionalistes et autonomistes les plus virulents des années 1950 n'avaient jamais envisagé de substituer une langue locale à l'indonésien.

En réalité, ce miracle n'en est pas un si, tournant le dos à l'approche anhistorique qui a été autrefois celle des chercheurs du domaine (Ricento, 2000, p. 200; Samuel 2005, p. 35-36), on mesure la diffusion du malais avant 1945 et son importance dans la constitution d'un récit national qui est une part essentielle de l'identité indonésienne contemporaine.

Les racines d'une langue nationale

Rien d'étonnant à ce que le malais ait été, à partir du XVII^e siècle, la langue des échanges entre la compagnie de commerce néerlandaise et les pouvoirs locaux dans tout le monde insulindien, même à Java, siège de puissants États indigènes et qui restera jusqu'en 1942 au cœur de la présence néerlandaise. La mise en place du régime colonial au début du XIX^e siècle a intensifié les échanges entre les autorités coloniales, des autorités indigènes souveraines ou non et les populations administrées. Le refus de diffuser le néerlandais jusqu'au tournant du siècle et les réticences des fonctionnaires coloniaux à apprendre une autre langue que le malais véhiculaire courant rendaient indispensable l'usage du malais qui devient

¹⁹ L'essentiel des données exposées dans cette partie est issu de Samuel, 2005.

de fait la seconde langue officielle de la colonie, derrière le néerlandais, dès les années 1850. Dans le même temps, la création d'un système scolaire public indigène en 1848 a bientôt poussé les autorités coloniales à multiplier les recherches linguistiques pour standardiser le malais, malgré une large place faite à certains vernaculaires²⁰. Cette entreprise est achevée entre 1901 et 1910. Désormais, il existe donc une norme coloniale imposée dans le système scolaire et les publications officielles, mais nettement distincte du malais véhiculaire employé à Java et même du malais communément employé dans l'administration. Par ailleurs, le malais est aussi la langue de quelques grands centres urbains et des milieux les plus dynamiques, celle d'une modernité économique, matérielle, littéraire et intellectuelle, ce qui ajoute à son prestige. Mais pour l'immense majorité des populations vivant hors des centres administratifs et économiques, le malais reste une langue étrangère avec laquelle ils ont peu de contacts, et elle le restera jusqu'au milieu des années 1940.

Lorsque naît un mouvement national à partir de 1908, à la complexité de cette situation s'ajoute le fait que les élites indigènes sont désormais néerlandophones, résultat d'une « politique éthique » appliquée à partir de 1900 qui vise à améliorer le bien-être indigène et intensifie les efforts dans le domaine éducatif. L'enseignement indigène est organisé autour de deux filières. La filière vernaculaire (en javanais, soundanais, malais, etc.) concerne la majorité des élèves. Elle couvre notamment le primaire et inclut certaines écoles techniques. La filière néerlandophone, pour les élites urbaines (écoles dites « hollando-indigènes »), permet d'accéder à l'enseignement supérieur. Les jeunes nationalistes – ceux des années 1920 seront aux commandes vingt ans plus tard – ont conscience que les facteurs d'unité de la nation qu'ils veulent construire sont peu nombreux et que tous ne sont pas bons à dire. C'est le cas de l'islam (tous les Indonésiens ne sont pas musulmans) ou du fait colonial lui-même. Ils mettent donc l'accent sur deux points : le désir de vivre ensemble, dans la tradition d'Ernest Renan, et le facteur linguistique, alors même que peu d'entre eux parlent malais. C'est le sens du « serment des jeunes » (*Sumpah Pemuda*) prêté à l'occasion du deuxième congrès de la jeunesse en novembre 1928 : une nation, une patrie, une langue. Cet événement, alors passé à peu près inaperçu, a été érigé en pièce maîtresse du récit national au milieu des années 1950 par le président Soekarno²¹ et Muhammad Yamin²², dans une Indonésie menacée par les séparatismes (Foulcher, 2000, p. 26 et s.).

L'adoption comme future langue nationale d'un véhiculaire indiscuté et au prestige croissant, dont les formes vernaculaires étaient parlées par des populations très minoritaires et dispersées dans tout l'archipel, a neutralisé la question

²⁰ De nombreuses autres langues ont été étudiées et décrites, à commencer par le javanais dès les années 1830.

²¹ Soekarno a proclamé l'indépendance de l'Indonésie en août 1945 et fut le premier président de cette nouvelle République [NDLR].

²² Sumatranais (malayophone), rédacteur du texte du serment. Après l'indépendance il a été ministre de l'Éducation et l'un des idéologues du régime de Soekarno.

même du choix, puisque nul groupe n'était soupçonné de vouloir imposer sa propre langue. Quant aux Javanais dont le poids démographique aurait pu justifier qu'ils optent pour le javanais, conscients de la faible véhicularité de leur langue et des contraintes liées à l'extrême codification des registres de langue, peu compatibles avec un mouvement nationaliste par essence démocratique, ils ont fait, via leurs élites néerlandophones, le choix d'une nation indonésianophone dont ils ont après 1945 massivement investi l'appareil d'État.

La question du malais-indonésien a cependant pris une tournure politique, pour opposer le mouvement nationaliste au pouvoir colonial sur la question de la norme : « indonésien » que les Néerlandais affectaient d'assimiler au véhiculaire dans ses formes les plus pauvres, ou l'artificiel « malais de Van Ophuijsen » d'après le nom du linguiste à l'origine de la norme scolaire. Dès les années 1930, un jeune linguiste nationaliste, Sutan Takdir Alisyahbana, théorise un indonésien à construire et tournant le dos aux « vieilleries » – les malais classique et colonial. Cette question de la norme ainsi que celles de la modernisation et de la promotion de la langue sont justement au centre des débats du premier congrès de l'indonésien tenu en juin 1938²³ et qui annonce à bien des égards la politique et les mesures linguistiques prises après 1945 dans l'Indonésie indépendante. Cela étant, l'étude des textes de presse et littéraires publiés au cours des deux décennies précédant l'indépendance montre une convergence des normes concurrentes et c'est cela qui donnera naissance à ce qu'on appelle aujourd'hui l'indonésien.

Le cadre actuel

Seul le statut de l'indonésien est fixé dans la Constitution de 1945, tandis que de simples « compléments » constitutionnels rappellent l'existence des langues régionales. En 1975, des travaux sans valeur réglementaire mais repris dans des textes législatifs ultérieurs ont posé l'existence de trois catégories de langues : la langue nationale, les langues régionales et les langues étrangères. La conception instrumentale de la langue, encore dominante en Indonésie, a nourri un discours sur les fonctions de ces différentes langues. Elles sont politique, administrative et développementale pour l'indonésien, et communicative et identitaire (locale) pour les langues régionales, qui contribuent aussi à l'enrichissement lexical de l'indonésien. Les langues étrangères sont avant tout considérées comme une fenêtre sur l'étranger, point d'accès à la modernité mais aussi un vecteur de valeurs potentiellement dangereuses. Il faut néanmoins pondérer cette ambivalence, car dans la société la maîtrise des langues étrangères est depuis toujours un signe de distinction très fort.

Les textes législatifs relatifs à la langue n'accordent qu'une place secondaire aux langues régionales et étrangères, dont l'emploi est, théoriquement, toujours réservé à des situations et des besoins spécifiques. Ce sont les lois sur l'enseignement (plusieurs textes successifs), la loi sur la radio- et la télédiffusion (2002) et la toute récente loi sur le drapeau, la langue et les symboles de l'État, ainsi que l'hymne

²³ Soit un peu moins de dix ans après le Congrès de 1928, mais aucun lien n'existe entre les deux.

national (2009). L'Indonésie, à la différence de ses trois voisins malayophones, affiche donc un monolinguisme assez strict si l'on s'en tient aux textes, mais plus tolérant qu'il n'y paraît, car peu sensible à l'utilisation des langues régionales et étrangères. Ainsi, les autorités de la province de Java Ouest ont-elles pu, à des fins identitaires locales, établir réglementairement trois langues régionales comme langues coofficielles dans la province (Règlement provincial n°5/2003) sans susciter de réaction gouvernementale – ni produire d'effets pratiques, d'ailleurs.

Sur le plan institutionnel, le premier organisme chargé de coordonner l'action linguistique de l'État a été mis sur pied en 1942 (Komisi Bahasa Indonesia). Pendant la période soekarnienne, plusieurs structures se sont succédé, sous une tutelle ministérielle puis universitaire, et dont une grande partie des activités concernait la terminologie. Depuis 1975, ces activités dépendent du Centre de la Langue (Pusat Bahasa), rattaché au ministère de l'Éducation nationale. Ce centre est beaucoup moins bien doté que son homologue malaisien, et ses activités couvrent principalement la recherche en langues et littératures régionales, la lexicographie, la terminologie, la formation et la diffusion. Il ne dispose d'aucune autorité propre.

L'action linguistique

Dans le domaine scolaire, l'application du monolinguisme a considérablement fait évoluer les pratiques et modifié le visage d'un bilinguisme qui, avant 1945, associait souvent une langue régionale et le néerlandais ou laissait une place au chinois pour les Sino-Indonésiens. Les écoles hollando-indigènes ont été supprimées dès l'occupation japonaise (1942-1945), et les écoles chinoises éliminées entre 1957 et 1965, pour des raisons politiques, alors qu'y étaient scolarisés 425 000 enfants (Suryadinata, 2005, p. 151-154). L'abandon de ces filières a été facilité par la relative faiblesse des effectifs concernés et le consensus sur la question linguistique. Il faut aussi rappeler qu'après 1945 l'emploi de l'indonésien et sa promotion par les enseignants a constitué une forme de patriotisme très prisée, de même qu'il garantissait aux élèves les meilleures chances d'ascension sociale dans l'Indonésie indépendante.

Ce monolinguisme autorise le recours aux vernaculaires pendant les trois premières années du primaire, ce qui intéresse la majorité des élèves. Pour les autres, l'enseignement est offert exclusivement en indonésien : grandes villes (en particulier Jakarta), régions linguistiquement très morcelées, régions dont les vernaculaires sont considérés comme proches de l'indonésien (minangkabau, banjar). Au-delà de la troisième année du primaire, les langues régionales n'apparaissent plus dans les curriculums du primaire et du secondaire que comme une matière peu importante, ce qui se traduit par un recul de leur maîtrise fréquemment observable. L'enseignement des langues étrangères (principalement l'anglais et l'arabe) n'en garantit qu'une maîtrise balbutiante au sortir du secondaire. Cependant, la mise en place actuelle d'écoles anglophones dites « au standard international » pourrait modifier cet état de fait, même si elle ne concerne qu'un pourcentage infime de la population scolaire. Pour les locuteurs qui sont les produits de ce système, la situation de plus en plus courante est donc celle d'un bilinguisme

asymétrique (maîtrise, fonctions) en faveur de l'indonésien, mais les situations varient selon les régions et les milieux.

Au niveau universitaire, c'est le même monolinguisme qui prévaut, quoiqu'il ait eu quelque peine à se mettre en place à ses débuts et malgré la pauvreté des ouvrages universitaires rédigés ou traduits en indonésien jusqu'en 1998. La documentation universitaire et les manuels sont fréquemment en anglais, et cela d'autant plus que les élites étudiantes d'aujourd'hui ont plus souvent la possibilité de séjourner à l'étranger; mais même en sciences les travaux universitaires restent rédigés en indonésien.

Cela pose évidemment la question de l'équipement terminologique. Les premiers travaux dans ce domaine datent des années 1943-1944 et, sous la présidence de Soekarno (1945-1967), une attention considérable a été accordée au développement d'une terminologie indonésienne, dans tous les domaines de la connaissance. Les activités terminologiques ont été conduites au sein d'une commission de terminologie (Komisi Istilah, 1950-1966) placée directement sous l'autorité du premier ministre et réunissant la fine fleur de l'université indonésienne, mais dans une grande confusion et sans réelle volonté de diffusion. Cette terminologie était envisagée sous le seul angle traductionnel, ce qui n'a rien de surprenant dans un pays où le degré de spécialisation de la littérature scientifique et technique ne dépassait pas les besoins de l'enseignement secondaire technique et où les études terminologiques étaient inexistantes. Mais à bien y regarder, l'énergie mise à créer des termes indonésiens, l'obsession de l'exhaustivité dans ce domaine, traduit surtout l'idée que cette appropriation des termes étrangers par la traduction mettra automatiquement les savoirs qu'ils véhiculent à la portée de l'Indonésie.

Après 1975, la terminologie indonésienne a été refondée sur des principes et dans un cadre nouveau sur lesquels je reviens ci-dessous.

La face cachée

La question linguistique en Indonésie tient en peu de mots et n'a guère changé depuis 1945 : un monolinguisme de principe, fondé sur un récit national puissant qui domine tous les débats sur la langue. Deux points méritent tout de même un complément. Tout d'abord, la part d'ombre : l'occultation de la contribution des communautés sino-malaises et sino-indonésiennes à la formation d'une langue et d'une littérature nationale (fin XIX^e-1942) et, après 1965, l'exclusion du (des) chinois de l'espace public²⁴. Ensuite, les conséquences des bouleversements de l'écologie linguistique de la plupart des langues régionales, si importantes que les plus grandes d'entre elles pourraient s'en trouver menacées, y compris le javanais (Steinhauer, 1994). Or si l'indifférence de l'État envers les langues régionales garantit sa tolérance à leur égard, elle le conduit aussi à se désintéresser de leur avenir, confié, non sans une certaine hypocrisie, à leurs propres locuteurs.

²⁴ Cette exclusion n'a pris fin qu'en 2001, sous la présidence d'Abdurrahman Wahid (1999-2002).

■ LA MALAYOPHONIE INSTITUTIONNELLE

Les principes et l'organisation

Les communautés linguistiques transnationales structurées telles que la Francophonie, l'Hispanophonie ou la Lusophonie ne constituent pas des modèles entièrement applicables à ce que j'appelle la Malayophonie : cette dernière ne s'est pas construite sur un ensemble issu de la colonisation menée à partir d'un centre unique; elle a plus une vocation régionale (Sud-Est asiatique) qu'internationale et elle est assez peu politique. Le terme renvoie néanmoins à une évidente réalité linguistique (les malais, dans toute leur variété dialectale), géographique (archipel insulindien et péninsule malaise), humaine (267 millions d'habitants, sans doute 215 à 220 millions de malayophones) et culturelle (anthropologique, historique et religieuse).

La période coloniale a provoqué une rupture dans cet ensemble : présence britannique sur la péninsule et la côte Nord de Bornéo, autorité néerlandaise dans le reste de l'archipel. Des deux côtés, les coloniaux ont décrit, codifié, utilisé les langues locales, à commencer par les Malais. Au lendemain des indépendances, Indonésiens et Malaisiens se sont retrouvés, quoique difficilement, pour tenter de penser ensemble leur patrimoine linguistique commun – la Malayophonie pensée commence en 1954, lors du II^e congrès de l'indonésien tenu à Medan. Ils ont également créé des institutions linguistiques, en particulier l'Assemblée linguistique de l'Indonésie et de la Malaisie en 1972 (Majelis Bahasa Indonesia Malaysia), une émanation des deux agences linguistiques nationales. Le Brunei et Singapour s'y sont associés en 1984, le second en simple observateur, ce qui témoigne de la faiblesse des enjeux linguistiques liés au malais dans la cité-État.

Ces institutions ont eu à traiter deux principaux dossiers, ceux de l'unification orthographique et de l'harmonisation terminologique.

Les réalisations

La romanisation du malais engagée dès le tournant du XVI^e siècle a donné naissance, au début du XX^e siècle, à deux normes orthographiques différentes, l'une aux Indes néerlandaises (1901), l'autre en Malaisie britannique (1904), et ce, après plus d'un millénaire d'unité orthographique. Pour des raisons politiques²⁵, le rapprochement orthographique indo-malaisien envisagé dès 1954 n'a été entrepris avec la volonté d'aboutir qu'après 1966. Il a donné naissance à l'orthographe améliorée (*ejaan yang disempumakan*, 1972), un système orthographique quasi phonétique adopté ensuite par tous les pays malayophones. Chantier réaliste et symbolique – il visait à liquider la partie la plus visible du legs linguistique colonial –, sensible par certains aspects (la romanisation des termes religieux arabes), l'unification orthographique est un succès qui a levé les barrières érigées par la

²⁵ *Konfrontasi* (« confrontation ») politique et militaire entre la Malaisie et l'Indonésie soekarnienne de 1963 à 1966.

colonisation et la *Konfrontasi*, et incité les partenaires malayophones à continuer plus avant (Vikør, 1988).

Depuis 1975, les aménageurs indonésiens et malaisiens se sont alors attaqués à la question terminologique dans la perspective d'une terminologie exclusivement prescriptive et planifiée, non pas unifiée mais plus modestement harmonisée entre les deux pays. Entre 1976 et 1995, ce chantier a produit quelque 160 000 termes couvrant d'abord quatre domaines scientifiques fondamentaux (les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie), puis il s'est étendu à d'autres spécialités. Ces travaux de terminologie de traduction visant à rendre en indonésien et malaisien des termes anglais, sans véritable réflexion sur le concept, ont fini par atteindre leurs limites. L'harmonisation, très partielle, montre que les choix des uns et des autres reposent sur des considérations souvent peu linguistiques. Insuffisante pour garantir une intercompréhension aisée, elle ne débouche pas sur la production et la diffusion d'outils terminologiques communs. Pire, trente-cinq ans après les premiers travaux communs, les ouvrages scientifiques ne circulent aisément que s'ils sont rédigés en anglais ou traduits d'un des standards dans l'autre.

Les limites de l'harmonisation étaient prévisibles : les situations linguistiques et humaines spécifiques conduisent chaque partenaire à élaborer sa propre conception du malais, d'où l'acceptation ou le rejet de telle forme d'emprunt, tel procédé morphologique, ce sur quoi la volonté harmonisatrice n'a souvent pas de prise²⁶ (Samuel, 2005, p. 469-472). La réussite des institutions de la Malayophonie est d'avoir au moins rapproché ses professionnels de la langue, alors que son véritable échec est de n'avoir pas su dynamiser les flux terminologiques, textuels et finalement humains pour le domaine scientifique et technique (enseignement, recherche, expertise) dans la zone malayophone. Cet échec est d'autant plus frappant comparé à la circulation incessante des travailleurs migrants, mais aussi de produits tels que chansons, films et programmes télévisés entre les deux grands pays malayophones.

■ CONCLUSION

Entre bilinguisme et monolinguisme, volonté interventionniste ou indifférence relative, les États malayophones offrent une grande diversité de situations et de politiques. On peut néanmoins, à plus d'un titre, opposer les anciennes dépendances britanniques et néerlandaises.

Les premières ont été marquées par une forte immigration au XIX^e siècle qui a modifié ou bouleversé la composition des sociétés locales. De plus, les coloniaux ont introduit une vision fortement ethnicisée et même racialisée de la société coloniale, produit du darwinisme social (Lian, 2006, p. 221-222). Dans le contexte postcolonial, cet outil a été intégré dans des constructions idéologiques visant à justifier, selon les cas, une égalité de principe « raciale » et linguistique qui implique l'existence d'une langue commune neutre, l'anglais (Singapour) ou la do-

²⁶ Pendant longtemps les Malaisiens ont accordé peu de considération à l'indonésien en raison de ses liens avec le malais véhiculaire de Java (Omar, 2007, p. 345).

mination politique et linguistique d'un groupe et de sa langue sur les autres, sur des fondements idéologiques différents selon les cas (la Malaisie et le Brunei). Partout le bilinguisme – l'anglais est, de fait, la langue de communication interethnique et des affaires – est vu comme une nécessité, même s'il ne parvient pas encore à s'enraciner sainement en Malaisie, par défaut de légitimation au sein de la communauté malaise (pour l'anglais) et des communautés chinoises ou indiennes (pour le malais).

L'Indonésie n'a pas connu cette ethnicisation morcelante de la société, notamment à cause de la faiblesse numérique des populations immigrantes (Chinois, Arabes, Européens). À une identité indigène prénationale et supraethnique, ouverte en matière religieuse²⁷ et usant d'un véhiculaire commun, le malais, a succédé une identité nationale trans- ou panethnique, sur laquelle on a fondé une nation indonésienne, réunie par une communauté de destin et une langue nationale unique, l'indonésien. Ici le monolinguisme est de règle et le multilinguisme, bien accepté dans l'espace public, est diversement valorisé selon qu'il s'agit de certaines langues étrangères (néerlandais, anglais, arabe) ou des langues régionales et, pour ces dernières, des situations d'emploi.

Dans ces conditions, on comprend que la coopération malayophone peine à trouver une dynamique et que le malais ne puisse constituer une solution crédible à l'anglais dans les forums régionaux. Lors des sommets de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est jusqu'en 1998, des quatre dirigeants malayophones un seul s'exprimait en malais, l'Indonésien Suharto, non anglophone comme la plupart de ses compatriotes, avec son accent javanais si typique.

BIBLIOGRAPHIE

- Badan Pusat Statistik (2010). *Laporan Bulanan Data Sosial Ekonomi*, Jakarta, Badan Pusat Statistik.
- Brunei Economic Development Board (2010). *Facts and Figures*, www.bedb.com.bn/why_factsfigures.htm (page consultée en juin 2010).
- Canagarajah, A. S. (2005). *Reclaiming the Local in Language Policy and Practice*, London, Lawrence Erlbaum Associates.
- Chuchu, F. A. (1996). « The Palace Language of Brunei », dans P. W. Martin, C. Ozóg et G. Poedjoesoedarmo (dir.), *Language Use and Language Change in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press, p. 89-104.
- David, M. K. et S. Govindasamy (2005). « Negotiating a Language Policy for Malaysia: Local Demand for Affirmative Action Versus Challenge from Globalization », dans A. S. Canagarajah, *Reclaiming the Local in Language Policy and Practice*, London, Lawrence Erlbaum Associates, p. 123-146.

²⁷ L'indonésien n'est pas lié à l'islam comme l'est le malais de Malaisie. D'ailleurs, le malais est une langue du christianisme depuis le XVI^e siècle, notamment aux Moluques du Sud.

- Department of Statistics Malaysia (2010). *Population*, www.statistics.gov.my/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=54%3Apopulation-updated-31072009&catid=35%3Akey-statistics&Itemid=53&lang=en (page consultée en juin 2010).
- Dunseath, K. (1996). « Aspects of Language Maintenance and Language Shift among the Chinese Community in Brunei: Some Preliminary Observations », dans P. W. Martin, C. Ozóg et G. Poedjoesoedarmo (dir.), *Language Use and Language Change in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press, p. 280-301.
- Fishman, J. A. (1978). « The Indonesian Language Planning Experience : What Does it Teach us? », dans S. Udin (dir.), *Spectrum: Essays Presented to Sutan Takdir Alisjahbana on his Seventieth*, Jakarta, Dian Rakyat, p. 333-339.
- Foley, J. A. (2006). « English as a Lingua Franca: Singapore », *International Journal of the Sociology of Language*, n° 177, p. 51-65.
- Foulcher, K. (2000). *Sumpah Pemuda. Makna & Proses Penciptaan Atas Sebuah Simbol Kebangsaan Indonesia*, Yogyakarta, Komunitas Bambu [Traduction de *Sumpah Pemuda: The Making and Meaning of a Symbol of Indonesian Nationhood*].
- Garcia, O. et H. Schiffman (2006). « Fishmanian Sociolinguistics (1949 to the Present) », dans O. Garcia, R. Peltz et H. Schiffman (dir.), *Language Loyalty, Continuity and Change. Joshua A. Fishman's Contributions to International Sociolinguistics*, Clevedon, Buffalo et Toronto, Multilingual Matters, p. 3-68.
- Gunn, G. C. (1997). *Language, Power, and Ideology in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press.
- Hooker, V. M. (2003). *A Short History of Malaysia: Linking East and West*, Crows Nest, Allen & Unwin.
- Jones, G. M. (1996). « The Bilingual Education Policy in Brunei Darussalam », dans P. W. Martin, C. Ozóg et G. Poedjoesoedarmo (dir.), *Language Use and Language Change in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press, p. 123-132.
- Kaplan, R. B. et R. B. Baldauf (2003). *Language and Language-in-Education Planning in the Pacific Basin*, Dordrecht, Boston et London, Kluwer Academic Publishers.
- Lewis, M. P. (dir.) (2009). *Ethnologue: Languages of the World*, 16^e édition, Dallas, SIL International [version en ligne].
- Lian, K. F. (2006). « Race and Racialization in Malaysia and Singapore », dans K. F. Lian (dir.), *Race, Ethnicity, and the State in Malaysia and Singapore*, Brill, Leiden-Boston, p. 219-233.
- Martin, P. W. (2002). « One Language, One Race, One Nation: The Changing Linguistic Ecology in Brunei Darussalam », dans M. David (dir.), *Methodological and Analytical Issues in Language Maintenance and Language Shift Studies*, Frankfurt, Peter Lang, p. 175-193.
- Martin, P. W. (1996). « Brunei Malay and Bahasa Melayu: A Sociolinguistic Perspective », dans P. W. Martin, C. Ozóg et G. Poedjoesoedarmo (dir.), *Language Use and Language Change in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press, p. 27-36.
- Martin, P. W., C. Ozóg et G. Poedjoesoedarmo (dir.) (1996). *Language Use and Language Change in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press.

- Moeliono, A. M. (1985). *Pengembangan dan Pembinaan bahasa. Ancangan Alternatif di dalam Perencanaan Bahasa*, Jakarta, Penerbit Djambatan.
- Omar A. H. (2007). « Malaysia and Brunei », dans A. Simpson (dir.), *Language and National Identity in Asia*, Oxford, Oxford University Press, p. 337-359.
- Organisation mondiale de la Santé (2004). *Brunei Darussalam. Environmental Health Country Profile*, s.l., Organisation mondiale de la Santé.
- Ozóg, C. (1996). « Codeswitching in Peninsular Malaysia and Brunei Darussalam: A Study in Contrasting Linguistic Strategies », dans P. W. Martin, C. Ozóg et G. Poedjoesoedarmo (dir.), *Language Use and Language Change in Brunei Darussalam*, Athens, Ohio University Press, p. 173-182.
- PuruShotam, N. S. (1997). *Negotiating Language, Constructing Race: Disciplining Differences in Singapore*, Berlin-New York, Mouton de Gruyter.
- Rappa, A. L. et L. Wee (2006). *Language Policy and Modernity in Southeast Asia: Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand*, Singapore, Springer.
- Reid, A. (2006). « Understanding Melayu (Malay) as a Source of Diverse Modern Identities », dans T. P. Barnard, *Contesting Malayness: Malay Identity Across Boundaries*, Singapore, Singapore University Press, p. 1-24.
- Reid, A. (1986-1988). *Southeast Asia in the Age of Commerce*, New Haven-London, Yale University Press.
- Ricento, T. (2000). « Historical and Theoretical Perspectives in Language Policy and Planning », *Journal of Sociolinguistics*, vol. 4, n° 2, p. 196-213.
- Samuel, J. (2005). *Politique terminologique et modernisation lexicale : le cas de l'indonésien*, Paris-Louvain, Peeters.
- Saravanan, V. (2002). « Effects of Socioeconomic Status and Social Network on Linguistic Behaviour: Focus on Singapore », dans M. K. David (dir.), *Methodological and Analytical Issues in Language Maintenance and Language Shift Studies*, Frankfurt, Peter Lang, p. 127-140.
- Singapore Statistics (2010). *Latest Data*, www.singstat.gov.sg/stats/latestdata.html#12 (page consultée en juin 2010).
- Steinhauer, H. (1994). « The Indonesian Language Situation and Linguistics: Prospects and Possibilities », *Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde*, vol. 150, p. 755-784.
- Suryadinata, L. (2005). *Pribumi Indonesians, the Chinese Minority and China*, Singapore, Heinemann Asia [1^{re} édition 1982].
- Vikør, L. (1988). *Perfecting Spelling: Spelling Discussions and Reforms in Indonesia and Malaysia 1900-1972*, Dordrecht/Providence, Foris Publications.
- Wee, L. (2006). « The Semiotics of Language Ideologies, in Singapore », *Journal of Sociolinguistics*, vol. 10, n° 3, p. 344-361.